



## États-Unis: Des conversations importantes n'ont jamais eu lieu: Les universités mettent discrètement fin à leurs mandats sans s'attaquer à leurs effets néfastes

De nombreuses grandes universités du pays abandonnent discrètement leur obligation de vaccination contre la COVID-19 pour les étudiants à la fin du semestre de printemps. Les critiques affirment qu'en plus de mettre fin aux mandats, il faut engager un débat public sur les préjudices qu'ils ont causés.

Par [Brenda Baletti](#)

Mondialisation.ca, 05 mai 2023

[The Defender](#)

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Histoire, société et culture](#), [Science et médecine](#)

Analyses: [COVID-19](#)

De nombreuses grandes universités du pays abandonnent discrètement leur obligation de vaccination contre la COVID-19 pour les étudiants à la fin du semestre de printemps.

[Lucia Sinatra](#), cofondatrice de [No College Mandates](#), qui suit les mandats et organise les parents, les étudiants, les professeurs et d'autres personnes pour y mettre fin, a déclaré au [Defender](#) qu'au moins 325 collèges et universités imposent encore les piqûres, alors que le groupe suivait à l'origine une liste de plus de 800 collèges de premier plan. Le groupe tient une [liste actualisée](#) sur son site web.

La formulation des annonces de fin de mandat est cohérente d'une université à l'autre. Ils maintiennent que les vaccins sont « [sûrs et efficaces](#) » et continuent de « [recommander vivement](#) » à tous les étudiants, professeurs, membres du personnel et visiteurs de rester à jour dans leurs vaccins contre la [COVID-19](#) ».

De nombreuses annonces [lient la fin des mandats](#) à la décision de l'administration Biden de [mettre fin à l'urgence sanitaire](#) – déclarée par l'administration Trump en janvier 2020 – le 11 mai.

Mme Sinatra a déclaré qu'elle trouvait l'abandon du mandat « énorme », ajoutant : « C'est ce pour quoi nous nous sommes battus ces dernières années. » Mais, elle ajoute :

« Je crains qu'elle n'arrive trop tard et qu'elle n'abandonne les mandats parce qu'elle a l'impression d'y être contrainte. .... leurs conseillers généraux se posent la question de savoir où nous sommes le moins responsables. »

« Je ne crois pas que les collèges reconnaissent, tout comme les législateurs, la majorité d'entre eux, qu'ils ne reconnaissent pas les risques de la vaccination et qu'ils ne reconnaissent pas les lésions causées par les vaccins. Et c'est évidemment un énorme

problème.

« C'est assez inquiétant. Lorsqu'il s'agit de discuter des conséquences, on se heurte à un mur de briques. »

Aucune des annonces analysées par le Defender n'aborde l'impact des obligations vaccinales sur les étudiants, le personnel et le corps enseignant des universités, ou sur l'enseignement supérieur en général au cours des dernières années.

[Julie E. Ponesse, Ph.D.](#), l'ancienne professeure d'éthique du Huron College de l'Université de Western Ontario, au Canada, qui s'est vu interdire l'accès à son campus pour s'être opposé au mandat, a déclaré [au Defender](#) les universités devaient analyser et discuter le préjudice causé par les mandats et la réévaluation interne qui a conduit les universités à conclure que les mandats étaient préjudiciables ou inutiles.

« D'une certaine manière, je ne pense pas que le fait que les mandats soient abandonnés ait une quelconque importance », a déclaré Mme Ponesse. Elle a ajouté :

« Le fait qu'ils aient été accueillis, puis renvoyés, avec si peu d'indignation visible de la part d'un si grand nombre de personnes, est l'histoire sur laquelle il faut se concentrer. Il ne fait aucun doute que cela, ou pire, pourrait très facilement se reproduire. »

Les [Concerned Alumni of Dartmouth College](#) ont également abordé les conséquences des mandats et les préjudices non traités lors d'[une conférence](#) qu'ils ont organisée mercredi, intitulée « Important Conversations Never Had » (Conversations importantes jamais tenues).

Les panélistes ont abordé les impacts variés des mandats afin d'ouvrir « une discussion non censurée, apolitique et basée sur des données sur les considérations scientifiques, éthiques et juridiques concernant les obligations vaccinales contre la COVID-19 du collège ».

Parmi les panélistes et les orateurs figuraient [Martin Kulldorff](#), docteur en médecine, [Aseem Malhotra](#), [Joel Wallskog](#), [Sandy Reider](#), [Todd Zywicki](#) et [Brook Jackson](#), ainsi que l'orateur principal [Robert F. Kennedy Jr](#), président en congé de Children's Health Defense et candidat démocrate à l'élection présidentielle.

Plus de 300 personnes y ont participé.

### **Mandats des collèges 2021-2023 : « C'est ridicule, c'est ahurissant »**

Au printemps 2020, au début de la pandémie de COVID-19, la plupart des grandes universités américaines ont été mises en ligne.

Depuis lors, les étudiants, le corps enseignant et le personnel des universités du pays ont été soumis à un large éventail de restrictions très variables, telles que l'obligation de « rester dans la chambre », les tests de masse, l'obligation de porter un masque, la limitation de la taille des groupes, les restrictions en matière de restauration et de voyages, la mise en quarantaine des étudiants dont le test de dépistage de la COVID-19 est positif, et l'obligation de vaccins et de rappels.

Au printemps 2021, lorsque les vaccins contre la COVID-19 sont devenus largement disponibles, les universités ont commencé à encourager les étudiants, les professeurs et le personnel à se faire vacciner et des [centaines d'universités](#) ont imposé des mandats pour le

[semestre d'automne 2021](#).

Et ce, malgré le fait que les étudiants de l'enseignement supérieur [ne courent qu'un très faible risque de contracter la COVID-19](#). Au moment où les collèges ont commencé à émettre des mandats en juillet et août 2021, a déclaré M. Zywicki dans ses commentaires, des [documents obtenus par le Washington Post](#) ont montré que les Centres de contrôle et de prévention des maladies (CDC) savaient déjà que des infections et des décès se produisaient parmi les personnes vaccinées.

Cela a montré que les vaccins n'empêchaient pas la transmission, ce qui, selon lui, devrait être la base juridique de toute obligation vaccinale.

M. Kuldorff a déclaré au public de Dartmouth que, même au milieu de l'année 2021, le fait de rendre obligatoire la vaccination des étudiants déjà infectés constituait « un déni de la science, une science que nous connaissons depuis deux mille cinq cents ans... Pour moi, c'est aussi choquant que de voir le président de l'université affirmer que la terre est plate plutôt que ronde, ce que nous savons depuis à peu près le même temps ».

« C'est ridicule, c'est ahurissant », a-t-il déclaré.

[Selon Inside Higher Ed](#), les universités ont imposé des mandats en partie en réponse à la politique fédérale. En novembre 2021, l'administration Biden a publié une [nouvelle règle](#) par l'intermédiaire de l'Occupational Safety and Health Administration (OSHA) exigeant que les employeurs comptant au moins 100 employés soient vaccinés contre la COVID-19 ou se soumettent à un test hebdomadaire d'ici janvier 2022.

Cette règle, qu'un tribunal fédéral a ensuite suspendue et que [l'OSHA a ensuite retirée](#), promettait d'[augmenter le nombre de collèges](#) et d'universités soumis à l'obligation de vaccination.

De nombreuses universités ont imposé des vaccins en partie en réponse au [décret de septembre 2021](#) imposant la vaccination aux contractants fédéraux (de nombreuses universités ont des contrats fédéraux d'une valeur de plusieurs millions de dollars).

Les universités reçoivent également d'importantes subventions du gouvernement fédéral et du ministère américain de la santé et des services sociaux (HHS), ce qui, selon certains, a joué un rôle dans l'[incitation à l'adoption de mandats](#).

Par exemple, Yale a reçu, pour la seule année 2022, 607 millions de dollars du ministère de la santé et des services sociaux, contre 475 millions de dollars de frais de scolarité. Depuis 1998, [Yale a reçu](#) 9 milliards de dollars du ministère de la santé et des services sociaux, dont 1 milliard a été distribué depuis 2020.

Une recherche dans la base de données des subventions du HHS indique que des subventions similaires ont été accordées à d'autres grandes universités. L'[université Duke](#) a reçu près de 629 millions de dollars du HHS en 2022, et plus de 2 milliards de dollars depuis 2020. [Harvard](#) a reçu près de 1,5 milliard de dollars au cours de la même période.

En outre, dans le cadre du Coronavirus Aid, Relief, and Economic Security ([CARES Act de mars 2020](#), [14, 25 milliards de dollars](#)) a été réservé aux collèges et universités américains à condition qu'ils se conforment aux politiques fédérales existantes et futures en matière de COVID-19.

Mme Sinatra a souligné que les 25 meilleures écoles recevaient le plus d'argent des NIH et qu'elles imposaient toutes des vaccins, à moins qu'elles ne soient situées dans des États interdisant ces obligations. Ils sont extrêmement influents dans le monde de l'enseignement supérieur, a-t-elle déclaré.

Par exemple, les universités du New Jersey qui ne bénéficient pas d'un financement fédéral considèrent Rutgers comme un leader en matière de prise de décision, dit-elle, et suivent son exemple bien qu'elles ne bénéficient pas d'un financement fédéral.

« Il n'y a donc pas de règle infaillible à 100 % », a déclaré Mme Sinatra, établissant un lien entre le financement fédéral et tous les mandats des établissements d'enseignement supérieur.

Au semestre d'automne 2022, alors que de nombreuses universités rendaient obligatoires les rappels pour les étudiants et le personnel, il était déjà largement connu que les jeunes, en particulier les [hommes en âge de fréquenter l'université](#), présentaient un risque plus élevé que la population générale d'effets secondaires graves liés au vaccin, tels que la myocardite et la péricardite.

Des universitaires de haut niveau, y compris de grands promoteurs de la vaccination comme le Dr Paul Offit, directeur du Vaccine Education Center à l'hôpital pour enfants de Philadelphie, se sont prononcés [dans la presse](#) et dans des [études évaluées par des pairs](#) contre l'augmentation des rappels pour les personnes en âge d'aller à l'université.

Ils ont constaté que les avantages potentiels du rappel contre la COVID-19 ne l'emportaient pas sur les inconvénients pour les jeunes âgés de 18 à 29 ans, que les rappels n'empêchaient pas les hospitalisations ni même les percées infectieuses, mais qu'ils augmentaient en fait les taux de myocardite.

De nombreux scientifiques de haut niveau ont affirmé qu'il était donc [contraire à l'éthique de poursuivre les](#) mandats du collège.

Pourtant, les mandats se sont poursuivis.

### **Peu de réactions, mais plusieurs actions en justice**

Selon la base de données VAERS (Vaccine Adverse Event Reporting System) des CDC, au moins [39 170 effets indésirables](#) ont été signalés aux États-Unis chez des personnes en âge de fréquenter l'université (17-22).

Les taux de vaccination des quelque 20 millions d'étudiants américains étaient extrêmement élevés. En septembre 2022, 85 % des étudiants étaient vaccinés.

Sur les campus universitaires où les vaccins étaient obligatoires, la vaccination a été quasi universelle, plusieurs [universités obligatoires](#) affichant des taux de 98 % ou plus dès décembre 2021.

Ces taux dépassent ceux de la population générale, les conditions de vaccination dans les universités étant un facteur prédictif significatif et indépendant de l'adhésion, selon une [enquête nationale](#) menée par l'American College Health Association (ACHA), [une organisation financée par Pfizer](#) qui fournit aux universités du pays du matériel de recherche et d'éducation.

Les étudiants se sont peu opposés à ces mandats sur les campus universitaires, mais dans tout le pays, plusieurs étudiants et professeurs ont intenté des actions en justice pour les contester.

Par exemple, en août 2021, la CHD et un certain nombre d'étudiants [ont poursuivi l'Université Rutgers](#) sur la décision de l'université d'imposer les vaccins contre la COVID-19 aux étudiants qui entreront à l'école à l'automne, [a rapporté The Defender](#), alléguant que la politique de Rutgers constitue une violation du droit au consentement éclairé et du droit de refuser des traitements médicaux non désirés.

Elle affirme également que, puisque Rutgers collabore avec [Pfizer, Moderna et Johnson & Johnson](#) pour étudier et développer leurs vaccins dans le cadre d'essais cliniques en cours, l'université bénéficierait d'avantages financiers si davantage de personnes étaient obligées de se faire vacciner.

L'affaire est en attente d'une décision de la Cour d'appel des États-Unis pour le troisième circuit.

[M. Zywicki, professeur de droit et participant à la conférence, a poursuivi George Mason](#) pour lui avoir refusé une exemption médicale sur la base de son immunité naturelle. Il a gagné le procès et a obtenu une exemption médicale.

Plusieurs États contrôlés par les républicains ont également [interdit les mandats](#).

### **Des conversations importantes qui n'ont jamais eu lieu**

Les experts qui se sont exprimés lors de la conférence de Dartmouth ou qui ont été interviewés par The Defender ont déclaré que les conséquences de ces obligations allaient au-delà des effets secondaires graves des vaccins et qu'elles avaient des conséquences sociales telles que la normalisation de la censure, la manipulation du public par l'incitation à la peur, la concentration du pouvoir des [grandes sociétés pharmaceutiques](#) et la création de divisions sociales.

M. Malhotra a ouvert la conférence en soulignant la capacité du secteur pharmaceutique à « promouvoir des produits et des choix préjudiciables à la santé » et a plaidé en faveur d'une discussion sur la modification des lois afin de « protéger le public des excès et des manipulations de l'industrie pharmaceutique ».

Mais il a également déclaré que le problème auquel la société est confrontée est d'ordre psychologique. Les gouvernements ont intentionnellement terrorisé les populations pour les soumettre à un plus grand contrôle pendant la pandémie, a-t-il déclaré, ajoutant qu'il serait difficile d'apporter des changements sans enquêter sur les préjudices subis et les reconnaître.

Mme Ponesse a également déclaré au Defender que l'action sans reconnaissance – mettre fin aux mandats sans discussion – est une sorte de « double préjudice ». Elle a dit :

« Une chose que nous savons à propos du rétablissement après une blessure morale, c'est que le fait d'en parler crée un sentiment de contrôle. Ce contrôle nous donne la force d'affronter nos propres sentiments, de faire le travail de réconciliation qui s'impose et d'obtenir un certain sentiment d'apaisement afin de pouvoir reprendre le cours de notre vie.

« La blessure la plus profonde empêche les victimes de faire ce travail. En l'absence de reconnaissance ou d'excuses de la part des fautifs (en l'occurrence, directement, les administrateurs de l'université), les victimes doivent prendre le contrôle elles-mêmes en en parlant.

« Pardonner et oublier, comme on dit, n'est pas, dans ce cas, la chose vertueuse à faire. En fait, cela ne fera que nous enliser dans un cycle de victimisation dont il sera de plus en plus difficile de sortir. »

Le débat de la conférence a également soulevé la question des informations connues mais supprimées ou niées tout au long de la pandémie – la grande différence de risque selon l'âge, le pouvoir protecteur de l'immunité naturelle, l'idée que les essais cliniques doivent être éthiques et fondés sur le consentement éclairé.

Les panélistes ont également expliqué comment ils avaient été censurés – retirés des médias sociaux et, dans le cas de M. Kuldorff, renvoyés par les CDC du comité de sécurité des vaccins contre la COVID-19 pour avoir soulevé des préoccupations concernant les effets du vaccin à ARNm sur les jeunes.

Selon M. Zywicki, les universités et les mandats ont joué un rôle clé dans cette suppression. Il a ajouté :

« Les universités ont été une honte dans ce domaine. Les universités sont censées être le lieu de la vérité, du débat scientifique sérieux ...

« Il faut que les universités redeviennent de véritables universités, et non de simples usines à propagande...

« Ce qu'elles sont devenues aujourd'hui, ce sont des moyens d'imposer un conformisme forcé aux meilleurs et aux plus brillants éléments de la société américaine pour leur apprendre à se censurer et à suivre la ligne du parti. »

[Elize Aquila](#) (nom fictif), étudiante, en a convenu dans un entretien avec The Defender. Elle a déclaré que les politiques de vaccination contre la COVID-19 dans les universités ont affecté la réflexion, l'apprentissage et les expériences sociales des étudiants, même dans les universités qui n'ont pas rendu les vaccins obligatoires.

Bien que son école n'ait pas d'obligation, les administrateurs ont créé une atmosphère – avec des messages de l'administration et des professeurs, des cliniques de vaccination et des événements sur le campus, et des cadeaux gratuits pour les étudiants vaccinés – qui a exercé une pression sociale énorme sur les étudiants pour qu'ils se fassent vacciner et qui a étouffé les débats et les conversations.

Mme Aquila a fini par quitter l'école parce que « la pression était trop forte », et s'est tournée vers l'enseignement en ligne, qu'elle décrit comme une « expérience bizarre, solitaire et isolée ».

Lorsqu'on lui a demandé ce qu'elle pensait de la fin des mandats des universités, Mme Aquila a répondu : « Je me sens volée. »

« Je pense que cela a ruiné l'université pour moi et pour les gens qui me ressemblent, et que cela a rendu l'entrée dans l'âge adulte beaucoup plus stressante. »

« Et maintenant, nous avons une société où c'est lui contre elle, vous savez, un groupe contre un autre. Et c'est un peu comme les Capulet contre les Montaigu. »

### **Pourquoi l'orthodoxie du « sûr et efficace » se maintient-elle ?**

M. Kennedy a clôturé la conférence en abordant la question qui est au cœur de ces obligations, à savoir l'orthodoxie de la notion de « sécurité et d'efficacité » qui entoure les vaccins.

Alors même qu'elles mettent fin à leur mandat, et malgré les preuves des effets néfastes sur les étudiants en âge de fréquenter l'université, les universités continuent de réaffirmer que les vaccins contre la COVID-19 sont sûrs et efficaces.

« Pourquoi l'orthodoxie originelle du sûr et efficace continue-t-elle à avoir cette résilience alors que toute la science et toutes les connaissances communes s'y opposent clairement ? » M. Kennedy a demandé.

Il a évoqué l'histoire de son travail au sein du mouvement écologiste, puis dans le domaine de la sécurité des vaccins, où il a découvert pour la première fois l'écart entre ce qui était connu dans la littérature scientifique évaluée par les pairs et ce que les responsables de la santé publique disaient au public, écart qui, selon lui, existait depuis longtemps.

Il a expliqué que dans les années 70 et 80, il est apparu clairement que la responsabilité des dommages causés par les vaccins était extrêmement coûteuse pour les fabricants de médicaments et que ces derniers demandaient – et obtenaient – une protection contre la responsabilité de la part du gouvernement.

« Inévitablement dangereux » : L'histoire des protections de la responsabilité vaccinale

Wyeth (aujourd'hui Pfizer) s'est rendu à la Maison Blanche de Reagan... et a déclaré : « Si vous ne nous accordez pas l'immunité de responsabilité, nous allons arrêter la production de vaccins. »

Le président Reagan a répondu : « Pourquoi ne faites-vous pas...  
[pic.twitter.com/TycmlOO72N](https://pic.twitter.com/TycmlOO72N)

– la Children's Health Defense (@ChildrensHD) [26 avril 2023](#)

L'industrie disposait ainsi d'un produit parfait, a-t-il déclaré. Aujourd'hui, les vaccins sont exemptés d'études de sécurité préalables à l'homologation, exemptés de responsabilité et exemptés de coûts de commercialisation parce qu'un grand nombre d'entre eux sont obligatoires.

Il a dit :

« N'importe quel secteur qui étudierait ce produit se dirait que c'est l'activité idéale. Il n'y a aucun coût. Le gouvernement fédéral ne paie rien, il n'y a pas de responsabilité, il n'y a pas d'obligation de rendre des comptes et il n'y a pas de marketing. »

Cela a créé une sorte de « ruée vers l'or » des vaccins, et de nombreux vaccins ont été ajoutés au calendrier vaccinal. Ils font désormais partie d'une série de toxines qui



empoisonnent la santé humaine, avec très peu de réactions de la part de l'opinion publique.

**Brenda Baletti, Ph. D.**

La source originale de cet article est [The Defender](#)

Copyright © [Brenda Baletti](#), [The Defender](#), 2023

---

Articles Par : [Brenda Baletti](#)

### A propos :

Brenda Baletti Ph.D. est journaliste au Defender. Elle a écrit et enseigné sur le capitalisme et la politique pendant 10 ans dans le cadre du programme d'écriture de l'université Duke. Elle est titulaire d'un doctorat en géographie humaine de l'université de Caroline du Nord à Chapel Hill et d'une maîtrise de l'université du Texas à Austin.

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)